

1985 se sont mieux déroulées et de façon plus équitable que celles de 1982, bien que le boycott des partis de gauche ait quelque peu miné la légitimité des résultats.

Les autres réformes d'envergure que le président Duarte a entreprises se sont heurtées à de formidables obstacles. La réforme agraire a été bloquée avant qu'on en soit arrivé au stade de la redistribution générale des terres. On a autorisé la constitution de syndicats, mais la répression officielle et clandestine a à toutes fins pratiques empêché les travailleurs d'exercer leurs droits. Il y a eu des discussions avec l'opposition armée à l'automne de 1984, et encore en 1986, mais on n'a conclu aucun accord important.

On a réformé quelque peu l'appareil judiciaire, mais les changements ont eu peu d'effet sur la situation des droits de la personne. Comme le faisait remarquer un rapport rédigé en 1985 par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, les violations des droits de la personne, commises ou non par des institutions officielles, ont certes diminué, mais elles demeurent très répandues.<sup>1</sup>

Certains critiques du gouvernement Duarte ont fait valoir que le pouvoir et l'extrémisme politique des militaires, ainsi que l'influence des grands propriétaires terriens et des gens d'affaires qui ont toujours refusé toute réforme risquant de porter atteinte à leurs intérêts, ont eu raison des éléments réformistes du gouvernement et favorisé le maintien du statu quo économique et social. D'autres observateurs ont souligné le lien qui existe entre la dépendance économique, militaire et diplomatique du régime Duarte à l'égard des États-Unis, le pouvoir de l'armée et l'échec des réformes amorcées par les Démocrates-chrétiens.<sup>2</sup> Que les efforts pour éliminer les violations des droits de la personne, mettre en oeuvre des réformes et favoriser un dialogue national aient été compromis par le poids de l'armée, l'oligarchie ou les objectifs politiques mêmes de M. Duarte, il n'en reste pas moins que bien peu a été accompli. Résultat, la popularité de M. Duarte et la crédibilité de "l'option centriste" ont été fortement ébranlées.

La principale force d'opposition au régime Duarte est le FDR-FMLN. Le FDR (Front démocratique révolutionnaire) est une coalition de groupes populaires (partis de gauche, fédérations de paysans, syndicats, organismes communautaires et associations d'étudiants et d'universitaires) qui s'est formée après l'éclatement des institutions politiques officielles au milieu des années 1970. Le FMLN — Front Farabundo Martí de libération nationale — est une coalition de cinq armées de guérilla. Le FDR-FMLN s'est constitué en 1980 à partir des liens qui s'étaient forgés dans les années 1970 entre les

groupes populaires, les partis de gauche et les forces de guérilla précitées. Comme les chefs du FDR sont maintenant établis à Mexico, le FMLN exerce de fait le leadership révolutionnaire.

Depuis 1980, le FDR-FMLN se bat pour faire tomber le gouvernement salvadorien. Il a promis qu'advenant sa victoire, il instituerait des réformes économiques fondamentales, remettrait le pouvoir au peuple dans un cadre légal et démocratique et opérerait, sur la scène internationale, pour une diplomatie non alignée.

La conjoncture militaire étant dans une impasse, le FMLN a décidé, en novembre 1985, de réitérer son appel en faveur d'un dialogue national. Le gouvernement souhaite que le FMLN dépose les armes et participe aux prochaines élections. Pour sa part, le FMLN conteste la légitimité des élections de 1984 et 1985, et il estime que ce serait pour lui un véritable suicide que d'abandonner la lutte armée, vu les violations répétées des droits de la personne par le gouvernement et le fait que ce dernier détiendrait alors le monopole de la force. Le Front exige l'arrêt immédiat de l'assistance militaire américaine et il veut que ses troupes et ses chefs soient intégrés à un régime politique et militaire réorganisé. Le gouvernement actuel et le haut commandement des forces armées trouvent ces conditions inacceptables.

## LE NICARAGUA

En juillet 1979, la dictature d'Anastasio Somoza a été renversée par une insurrection populaire générale dirigée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Ce mouvement, formé au début des années 1960, a mené une longue guérilla contre le régime Somoza. Le FSLN gouverne actuellement le pays.

Citant les nombreuses interventions américaines au Nicaragua et rappelant les trente-cinq ans de dictature somoziste, le FSLN estime que les problèmes du pays sont dûs à la domination historique des États-Unis et aux élites locales préoccupées par leurs seuls intérêts. Grâce à une réforme économique et politique et à une politique étrangère plus indépendante, le FSLN propose de bâtir une nouvelle société fondée sur les principes du pluralisme politique, d'une économie mixte, du non-alignement et de la souveraineté nationale.

Depuis 1979, le FSLN a formulé des politiques en ce sens. Il a mis en oeuvre un programme prudent de nationalisations sélectives afin de stabiliser l'économie, et il a encouragé la création de coopératives agricoles. En matière de commerce extérieur, le Nicaragua a réussi à trouver un certain équilibre entre l'Occident, les pays socialistes et l'Amérique latine. Grâce à une campagne visant à fournir des services sociaux de base à la population rurale et aux citoyens